

COUPS D'ÉTAT SOFT

L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA

par Thierry Meyssan

La non-violence, en tant que technique d'action politique, peut être employée à n'importe quelle fin. Dans les années 1980, l'OTAN s'est intéressée à son utilisation pour organiser la résistance en Europe après une invasion de l'Armée rouge. Depuis quinze ans, la CIA en fait usage pour renverser des gouvernements récalcitrants, sans soulever d'indignation internationale. Elle dispose pour cela d'une agréable vitrine idéologique, l'Albert-Einstein Institution du philosophe Gene Sharp, qui a joué un rôle, de l'Irak à la Lituanie, en passant par le Venezuela et l'Ukraine. Pour les gratifier de leur efficacité, les membres de l'Albert Einstein Institution ont reçu deux promotions exceptionnelles : Thomas Schelling s'est vu attribuer le prix Nobel d'économie 2005 et Peter Ackerman a pris la succession de James Woolsey à la tête de la Freedom House.

Inconnu du grand public, le philosophe Gene Sharp a élaboré une théorie de la non-violence comme arme politique. Pour le compte de l'OTAN, puis de la CIA, il a formé les leaders des coups d'État soft des quinze dernières années.

Dans les années cinquante, Gene Sharp a étudié la théorie de la désobéissance civile d'Henry D. Thoreau et de Mohandas K. Gandhi. Pour ces auteurs, l'obéissance et la désobéissance sont des questions morales ou religieuses avant d'être politiques. Ils opposent une loi supérieure à un ordre civil. Cependant la mise en pratique de leurs convictions eut des conséquences politiques, de sorte que ce qu'ils considéraient comme une fin en soi peut être appréhendé comme un moyen. La désobéissance civile peut alors être considérée comme une technique d'action politique, voire militaire.

En 1983, Gene Sharp crée le Programme sur les sanctions non-violentes au Centre des affaires internationales de l'université d'Harvard. Il y développe des recherches en sciences sociales sur l'usage possible de la désobéissance civile par la population ouest-européenne pour faire face à une éventuelle invasion par les troupes du Pacte de Varsovie. Simultanément, il fonde à Boston l'Albert Einstein Institution avec pour double mission de financer ses recherches universitaires et d'appliquer ses modèles à des situations concrètes. En 1985, il publie un ouvrage sur la manière de Rendre l'Europe impossible à conquérir [1] dont l'édition états-unienne est préfacée par l'ambassadeur George F. Kennan, père de la Guerre froide. En 1987, l'association bénéficie de subventions de l'Institut des États-Unis pour la paix (U.S. Institute for Peace). Elle organise des séminaires pour former les Alliés à la défense par la désobéissance civile face à un occupant communiste. Ainsi le général Georges Fricaud-Chagnaud introduit le concept de « dissuasion civile » à la Fondation des études de la défense nationale [2].

L'Institut est intégré dans le dispositif du réseau stay-behind d'ingérence états-unienne dans les États alliés par le général Edward B. Atkeson, alors détaché par l'US Army auprès du directeur de la CIA [3].

La focalisation sur la moralité des moyens d'action permet d'évacuer tout débat sur la légitimité de l'action. La non-violence, admise comme bonne en elle-même et assimilée à la démocratie, favorise le blanchiment des actions secrètes, intrinséquement non-démocratiques.

Gene Sharp C'est en 1989 que l'Albert Einstein Institution prend son essor. Gene Sharp prodigue ses conseils à des mouvements anti-communistes. Il participe à la mise en place de

l'Alliance démocratique de Birmanie, une coalition de notables anti-communistes qui parvient bientôt à entrer dans le gouvernement militaire ; et du Parti progressiste démocratique de Taiwan qui milite pour l'indépendance de l'île par rapport à la Chine communiste alors qu'officiellement les États-Unis s'y opposent ; ou encore, il rassemble les divers groupes d'opposition tibétains autour du Dalai Lama. Il tente aussi de former un groupe de dissidents au sein de l'OLP, qui pourrait conduire les nationalistes palestiniens à renoncer au terrorisme [4]. Il leur dispense secrètement une formation dans les locaux de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv en liaison avec le colonel Reuven Gal [5], directeur de l'Action psychologique au sein des Forces armées israéliennes.

Réalisant le potentiel de l'Albert Einstein Institution, la CIA y délègue un spécialiste de l'action clandestine, le colonel Robert Helvey, alors doyen de l'École de formation des attachés militaires d'ambassade. « Bob » introduit Gene Sharp en Birmanie pour qu'il forme idéologiquement l'opposition : contester de manière non-violente la junte militaire la plus sanglante du monde, c'est-à-dire en critiquer l'étroitesse, sans remettre en cause le système. Helvey trie ainsi les « bons » et les « mauvais » opposants dans un moment critique pour Washington : l'opposition véritable, conduite par Mme Suu Kyi, ne cesse de marquer des points et menace le régime pro-US. « Bob » le fait avec d'autant plus de facilité qu'il connaît personnellement tout les protagonistes, ayant été attaché militaire à Rangoon de 1983 à 1985 et ayant participé à la structuration de la dictature. Jouant un double jeu, le colonel Helvey dirige simultanément une action de soutien militaire classique à la résistance Karen : Washington veut en effet se garder un moyen de pression sur la junte en armant et en contrôlant une guérilla limitée.

Désormais toujours présent là où les intérêts états-uniens sont en jeu, Gene Sharp et son assistant Bruce Jenkins arrivent à Pékin en juin 1989, deux semaines avant les événements de Tien-an-men. Ils seront rapidement expulsés par les autorités chinoises.

En février 1990, l'Albert Einstein Institution organise une Conférence sur les sanctions non-violentes, regroupant 185 spécialistes de 16 pays, autour des colonels Robert Helvey et Reuven Gal. Le principe d'une internationale de la lutte anti-communiste mobilisant les populations dans une action non-violente est né. Le professeur Thomas Schelling [6], célèbre économiste et par ailleurs consultant de la CIA, rejoint le Conseil d'administration de l'Institution. Le budget officiel de l'Institution reste stable, mais en réalité il dispose de financements abondants de l'International Republican Institute (IRI), l'une des quatre branches de la National Endowment for Democracy (NED/CIA) [7].

Au même moment, les pays baltes proclament leur indépendance. À l'issue d'une épreuve de force avec Mikhaïl Gorbatchev, ils acceptent de reporter cette décision de deux ou trois ans le temps d'en négocier les contreparties. Sans attendre, en octobre 1990, Gene Sharp et son équipe se rendent en Suède où ils préparent des politiciens lituaniens à organiser une résistance populaire face à l'Armée rouge. Quelques mois plus tard, en mai 1991, lorsque la crise éclate et que Gorbatchev déploie ses forces spéciales, Gene Sharp conseille le parti séparatiste Sajudis (Groupe d'initiative pour la perestroïka). Durant la crise, il est présent aux côtés du président Vytautas Landsbergis.

En juin 1992, le ministre de la Défense de la Lituanie indépendante, Audrius Butkevicius, organise un symposium pour rendre hommage à l'action décisive de l'Albert Einstein Institution dans le processus d'indépendance des États baltes.

Lorsque les États-Unis commencent leur réarmement, en 1998 [8], l'Albert Einstein Institution devient un outil parmi d'autres dans une stratégie expansionniste. Il fournit l'idéologie et la technique à Otpor (« Résistance »), un groupe de jeunes opposants au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Il intervient dans la province du Kosovo pour encadrer le LDK d'Ibrahim Rugova. Si Rugova est inutile pour Washington pendant la guerre du Kosovo, Otpor offre bientôt une alternative pour renverser Milosevic, plus que jamais populaire après avoir tenu tête à l'OTAN. Le colonel Helvey forme les cadres lors de séminaires à l'hôtel Hilton de Budapest. Les dollars coulent à flot pour en finir avec le dernier gouvernement communiste d'Europe. L'opération est dirigée sur place par l'agent Paul B. McCarthy, discrètement installé à l'hôtel Moskva de Belgrade jusqu'à la démission de Milosevic en octobre 2000.

En septembre 2002, Gene Sharp est à La Haye pour former les membres de l'Iraqi National Council qui s'appêtent à entrer en Irak dans les bagages de l'US Army.

En septembre 2003, c'est encore l'Albert Einstein Institution qui conseille à l'opposition de contester le résultat des élections et manifester jusqu'à la démission d'Edouard Chevardnadze [9], lors de la « révolution » des roses en Géorgie.

Lorsque le coup d'État fomenté par la CIA échoue au Venezuela, en avril 2002, c'est à nouveau à l'Albert Einstein Institute que le département d'État fait appel. Il conseille le patronat dans l'organisation du référendum révocatoire contre le président Hugo Chavez. Gene Sharp et son équipe encadrent les dirigeants de Sumate pendant les manifestations d'août 2004. Selon une technique désormais classique, ils crient à la fraude électorale et exigent le départ du président. Ils parviennent à faire descendre dans la rue la bourgeoisie de Caracas, mais le soutien populaire du régime est beaucoup trop puissant pour le renverser. En définitive les observateurs internationaux ne peuvent que reconnaître la légalité de la victoire d'Hugo Chavez.

Gene Sharp échoue par contre en Biélorussie et au Zimbabwe, faute de recruter et de former en temps voulu les manifestants nécessaires.

On retrouve le colonel Robert Helvey à Kiev lors de la « révolution » orange en Ukraine, en novembre 2004 [10].

Enfin, notons que l'Albert Einstein Institution commence à former des agitateurs iraniens.

Au fait, pourquoi « Albert Einstein » ? Ce patronage endort tous les soupçons. Le premier livre de Gene Sharp, consacré à l'étude des méthodes gandhiennes, débute par une préface d'Albert Einstein. Mais l'ouvrage a été rédigé en 1960, cinq ans après la mort du savant. Le texte n'a donc pas pu être écrit par Albert Einstein pour Sharp. Celui-ci s'est contenté de reproduire un article du savant sur la non-violence.

Thierry Meyssan
Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire
4 juin 2007

<http://www.voltairenet.org/article15870.html>

Hugo Chávez, président de la République bolivarienne du Venezuela, a longuement cité cet article lors d' une intervention télévisée en juin 2007 à l'occasion de la signature de l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques).

[1] *Making Europe Unconquerable : The Potential of Civilian-based Deterrence and Defense*. Taylor & Francis éd., Londres, 1985. Seconde édition avec une préface de George F. Kennan, Ballinger éd, Massachusetts, 1986.

[2] Le général Georges Fricaud Chagnaud avait été attaché militaire de l'ambassade de France à Washington, puis chef de la mission militaire française à l'OTAN.

[3] Le général Edward B. Atkeson est aujourd'hui expert au CSIS et administrateur de l'Association of Former Intelligence Officers (AFIO).

[4] L'un des agents formés par Sharp, Mubarak Awad, dirige aujourd'hui (janvier 2005) des secours US en Indonésie après le Tsunami.

[5] Le colonel Reuven Gal est aujourd'hui chef adjoint du Conseil national de sécurité d'Israël, chargé du façonnage de la société palestinienne.

[6] Thomas Schelling est l'un des co-rédacteurs du Consensus de Copenhague, en mars 2004. Ce document, élaboré sous les auspices de *The Economist*, vise à remettre en cause le programme du Millénaire de l'ONU et le Protocole de Kyoto. M. Schelling a développé un modèle théorique selon lequel la croissance économique est le meilleur moyen de lutter contre le réchauffement de la planète car elle fournira à terme les techniques nécessaires pour y remédier. Thomas Schelling a reçu le prix Nobel d'économie 2005.

[7] « La nébuleuse de l'ingérence démocratique » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[8] En 1998, le Congrès impose au président Clinton une politique de réarmement sans ennemi.

[9] Voir « Les dessous du coup d'État en Géorgie » par Paul Labarique, *Voltaire*, 7 janvier 2004.

[10] Voir « Washington et Moscou se livrent bataille en Ukraine » par Emilia Nazarenko, *Voltaire*, 1er novembre 2004. Cet article, que nous avons publié avant le premier de l'élection présidentielle, décrit l'organisation du mouvement prétendument spontané des semaines suivantes.